

Convention relative au triage forestier « Rangiers-Sorne »

Les partenaires du triage sont les suivants :

La commune bourgeoise de Boécourt

La commune bourgeoise de Bourrignon

La commune mixte de Courtételle, *représentant la bourgeoisie de Courtételle*

La commune mixte de Develier, *représentant la bourgeoisie de Develier*

La commune mixte de Haute-Sorne, *représentant les bourgeoisies de Bassecourt, Courfaivre et Glovelier*

La commune bourgeoise de Montavon

La commune mixte de Saulcy, *représentant la bourgeoisie de Saulcy*

La commune bourgeoise de Sceut

La commune bourgeoise d'Undervelier

(ci-après : les partenaires)

- Vu la loi du 20 mai 1998 sur les forêts (LFOR) ¹,
- Vu le décret du 20 mai 1998 sur les forêts (DFOR) ²,
- Vu l'ordonnance du 4 juillet 2000 sur les forêts (OFOR) ³,

conviennent de ce qui suit :

A. Dispositions générales

Préambule – Terminologie

Les termes qui désignent des personnes s'appliquent indifféremment aux hommes et aux femmes.

Art. premier : Nom

Le nom du triage forestier est « Rangiers-Sorne » (ci-après : le triage).

Art. 2 : Statut

¹ Le triage est une corporation de droit public. Il est régi par la présente convention et, à titre subsidiaire, par les règles applicables aux syndicats de communes, conformément à la loi du 9 novembre 1978 sur les communes ⁴.

¹ RSJU 921.11

² RSJU 921.111

³ RSJU 921.111.1

⁴ RSJU 190.11

Art. 3 : Buts

¹ Le triage a pour but d'instaurer et de développer la collaboration entre partenaires, notamment en vue d'améliorer la gestion des forêts, ainsi que de les conseiller dans leur tâche de gestion.

² Le triage vise également à constituer et maintenir, par un volume de travail adéquat, une équipe forestière permanente commune, contribuant à la formation professionnelle.

³ Les partenaires conviennent de déléguer au triage la gestion courante de leurs forêts, dans des conditions qui sont décrites et réglées ci-après, complétées au besoin par des contrats pour des travaux spécifiques.

Art. 4 : Etendue

¹ Le triage comprend toutes les forêts publiques des bans communaux des partenaires.

² Il comprend également les forêts privées.

³ Font exception les forêts dont les propriétaires sont partenaire d'un autre triage.

Art. 5 : Propriétaires privés

¹ Les propriétaires de forêts privées qui adhèrent ultérieurement à la présente convention disposent des mêmes droits et obligations, notamment financières, que les partenaires publics. Les communautés de gestion peuvent adhérer en tant que partenaire.

² Les travaux accomplis par le triage pour les autres propriétaires privés et qui n'entrent pas dans les dépenses supportées par l'Etat au sens de l'art. 60, alinéa 1, LFOR sont facturés aux propriétaires sous la forme de travaux pour tiers.

Art. 6 : Compétences du triage

¹ Les activités des partenaires qui relèvent de l'exploitation forestière courante, à savoir essentiellement la planification annuelle, les soins aux jeunes forêts, l'entretien annuel de la desserte et la récolte de bois sont entièrement déléguées au triage.

² Les prescriptions de gestion découlant des plans de gestion de chaque partenaire sont respectées.

³ Le triage renseigne et conseille les partenaires lors des séances prévues à cet effet sur la situation, la gestion et l'exploitation de leurs forêts, ainsi que sur leur desserte.

⁴ Les activités des partenaires qui ne relèvent pas de l'exploitation forestière courante, telles que notamment les investissements pour la desserte, les bases de planification (plan de gestion), la construction et l'exploitation d'infrastructures d'accueil du public en forêt, les travaux en zone non-forestière au sens de la loi, les projets de type écologique ou social (par ex. réserves forestières) ou encore les activités annexes telles que la fourniture de sapins de Noël ou les remises en état d'anciennes carrières ou décharges, restent de la compétence des partenaires.

⁵ Il en va de même des charges et produits liés à la propriété foncière et aux autres droits réels en rapport avec celle-ci (servitudes).

⁶ En cas de besoin, le triage évalue et chiffre les prestations particulières qu'il fournit en faveur du rôle social de la forêt, de sa fonction protectrice et du maintien des valeurs naturelles et paysagères, dans l'optique d'une participation éventuelle de la collectivité locale.

Art. 7 : Desserte

¹La desserte forestière demeure la propriété des partenaires.

²L'entretien courant et l'éparage des abords de la desserte forestière sont délégués au triage forestier.

³Les nouvelles constructions, les remises au gabarit ou les réfections extraordinaires relèvent des propriétaires qui reçoivent les indications et les conseils du garde-forestier.

⁴Les subventions pour ces projets demeurent acquises aux propriétaires.

Art. 8 : Cabanes forestières

¹Les cabanes forestières demeurent la propriété des partenaires.

²Leur entretien et toute décision y relative relèvent de leurs propriétaires qui peuvent recevoir des indications et conseils du garde-forestier.

B. Finances

Art. 9 : Caisse commune

¹Le triage tient une caisse unique, commune à tous les partenaires.

²Chaque partenaire demeure propriétaire de ses fonds forestiers d'exploitation et d'anticipation. Leur administration et leur gestion restent également de la compétence des partenaires. Les intérêts des fonds d'anticipation et d'exploitation propres leur restent acquis.

³Les partenaires alimentent leurs fonds forestiers conformément à la loi cantonale sur les forêts.

⁴Une clé arithmétique est définie proportionnellement à la surface forestière de chaque partenaire. Elle est annexée à la présente convention, dont elle fait partie intégrante.

Art. 10 : Comptabilité et facturation

¹La comptabilité et la facturation au niveau du triage ne tiennent pas compte d'une répartition des heures entre les partenaires.

²Les frais provoqués par des travaux exceptionnels tels qu'aménagements et améliorations d'infrastructures, nettoyages particuliers des forêts etc. sont supportés par le partenaire qui en bénéficie. Le Comité détermine la nature ou le caractère exceptionnel de ces travaux. Des travaux exceptionnels ne seront réalisés qu'avec l'accord du partenaire concerné.

Art. 11 : Subventions

¹Toutes les subventions que pourraient recevoir les partenaires en lien avec les tâches déléguées au triage et régies par la présente convention sont acquises à la caisse commune du triage.

Art. 12 : Répartition des bénéfices et des pertes

¹Les partenaires combler les pertes, respectivement reçoivent les bénéfices selon la clé arithmétique prévue à l'art. 9, al. 4 et définie en annexe.

²Les partenaires n'ont aucune autre créance à faire valoir à l'endroit de la caisse commune du triage. Elles renoncent à présenter des créances d'impôts ou des imputations internes qui n'ont pas lieu d'être dans le fonctionnement centralisé du triage.

C. Organisation

Art. 13 : En général

¹Les organes du triage sont :

- a) L'Assemblée générale ;
- b) Le Comité ;
- c) Le Bureau ;
- d) L'Organe de révision.

²Les attributions de l'arrondissement forestier sont réservées.

Art. 14 : Les partenaires et les propriétaires

¹Les représentants des partenaires et le triage veillent à maintenir une bonne relation.

²Les gardes-forestiers organisent annuellement une journée avec chacun des propriétaires pour le martelage en forêt, accompagnée d'un moment de partage autour des connaissances forestières. Les doléances des propriétaires sont prises en compte dans les propositions de décisions soumises aux organes du triage.

³Les entrepreneurs ou entreprises de travaux forestiers ne peuvent participer à la journée de martelage, afin de garantir l'objectivité et l'indépendance des choix sylvicoles.

⁴Toute situation de conflit d'intérêts réel ou apparent doit être évitée. Les propriétaires des partenaires s'engagent à signaler tout lien personnel, professionnel ou économique susceptible d'influencer leur impartialité dans les choix des coupes et les propositions de décisions aux organes du triage.

⁵Une procédure d'adhésion simplifiée est appliquée en cas de nouveau partenaire résultant de l'autonomisation de bourgeoises (départ d'une bourgeoise d'une commune mixte).

Art. 15 : Composition de l'Assemblée générale

¹L'Assemblée générale est composée d'un représentant par partenaire, ainsi que d'un représentant des propriétaires privés. Les membres du comité sont invités avec voix consultative.

²Les représentants sont nommés conformément à l'art. 43 de l'OFOR. En règle générale, le représentant d'une collectivité publique est un membre de son autorité exécutive. Un suppléant est également désigné.

³Chaque partenaire dispose d'un nombre de voix défini en fonction de sa surface boisée et de sa participation aux frais. Ces voix sont exercées par le représentant du partenaire concerné, selon la répartition suivante :

Partenaires	Nombre de voix
Boécourt	2
Bourrignon	1
Courtételle	2
Develier	2
Haute-Sorne	6
Montavon	1
Saulcy	1
Sceut	1
Undervelier	2

En cas d'égalité, le président départage.

⁴À l'Assemblée générale, les voix sont indivisibles et exercées globalement par chaque représentant.

⁵L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des voix est représentée.

⁶Ne peuvent siéger à l'Assemblée générale les personnes présentant un conflit d'intérêts avec les activités du Triage.

⁷Un représentant de l'Office de l'environnement ainsi qu'un représentant des propriétaires privés sont invités aux séances de l'Assemblée générale. Ils participent avec voix consultative. Les gardes-forestiers et les autres collaborateurs du triage peuvent être invités à participer aux séances en fonction des objets inscrits à l'ordre du jour.

⁸En cas de fusion de communes, la répartition des voix est revue. Si le nombre de communes mixtes diminue ou si le nombre de partenaires est modifié, la clé arithmétique prévue à l'art. 9, al. 4 et définie en annexe doit être revue.

⁹Au surplus, les art. 45 et 46 de l'OFOR sont applicables au fonctionnement de l'Assemblée générale.

Art. 16 : Attributions de l'Assemblée générale

Les attributions de l'Assemblée générale sont :

- a) nommer parmi les membres de l'AG ou du Comité le président et le vice-président du triage qui fonctionneront aux mêmes titres au sein du Comité et du Bureau ;
- b) nommer et désigner l'Organe de révision ;
- c) créer ou supprimer des postes ;
- d) approuver le règlement des indemnités et des jetons de présence ;
- e) approuver les rapports annuels de travail, le budget, les comptes et l'utilisation du résultat financier ;
- f) décider les dépenses d'acquisitions d'équipement et de matériel non prévues au budget et engager les dépenses non prévues au budget comprises entre CHF 25'000 et CHF 100'000 par année ;

- g) approuver l'adhésion conformément à l'art. 14, al. 5, d'une bourgeoisie issue d'une commune mixte qui redeviendrait autonome ;
- h) procéder à l'adaptation de la clé arithmétique, prévue à l'art. 9, al. 4 et définie en annexe, en cas de changements majeurs.

Art. 17 : Composition du comité

¹Le Comité est composé d'un représentant par partenaire, sauf pour les partenaires représentant plusieurs propriétaires.

²Lorsqu'un partenaire représente plusieurs propriétaires, il désigne un représentant par propriétaire. Les voix sont donc divisées de manière équitable entre les propriétaires.

³Chaque partenaire dispose d'un nombre de voix défini en fonction de sa surface boisée et de sa participation aux frais, selon la répartition suivante :

Partenaires		Nombre de voix
Boécourt		2
Bourrignon		1
Courtételle		2
Develier		2
Haute-Sorne		
	Bassecourt	2
	Courfaivre	2
	Glovelier	2
Montavon		1
Saulcy		1
Sceut		1
Undervelier		2

En cas d'égalité, le président départage.

⁴Au sein du Comité, les voix doivent être divisées entre plusieurs représentants uniquement dans le cas où un partenaire représente plusieurs propriétaires.

⁵Le Comité ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des voix est représentée.

⁶Lorsqu'un membre est directement concerné par une décision à prendre, il est tenu de se retirer temporairement de la séance. Les intérêts du triage forestier et des partenaires doivent, en tout temps, prévaloir.

⁷Ne peuvent siéger au Comité les personnes présentant un conflit d'intérêts avec les activités du triage.

⁸Les gardes-forestiers participent aux séances du Comité avec voix consultative. Les autres collaborateurs du triage peuvent être invités à participer aux séances en fonction des objets inscrits à l'ordre du jour.

Art. 18 : Attributions du Comité

¹Les attributions du Comité sont :

- a) Décider de l'adjudication des coupes de bois, de la vente des produits, de l'attribution des soins culturels et des travaux annuels liés à la desserte comme défini à l'art. 7 ;
- b) Etudier les souhaits formulés par les partenaires pour l'attribution des travaux comme défini à l'art. 14 et veiller à une exploitation régulière des forêts de chacun des partenaires ;
- c) Engager le personnel du triage et conclure les contrats d'engagement du personnel ;
- d) Veiller, en collaboration avec l'Office de l'environnement, au respect du règlement de service des gardes-forestiers et du cahier des charges du personnel ;
- e) Veiller à l'organisation efficiente du travail des gardes-forestiers et de l'équipe forestière et à l'occupation maximale de cette dernière ;
- f) Engager les dépenses prévues au budget ;
- g) Engager les dépenses non prévues au budget qui n'excèdent pas CHF 25'000.- par année ainsi que les dépenses directement liées aux travaux pour tiers non prévus au budget ;
- h) Exercer, conformément aux buts du triage, les tâches dictées par les circonstances et non dévolues à d'autres organes en vertu de la présente convention ;
- i) Etablir les tarifs de facturation pour le personnel et les équipements du triage ;
- j) Doter le triage des contrats d'assurance nécessaires à son fonctionnement ;
- k) Créer des groupes de travail, si besoin ;
- l) Traiter les affaires courantes ;
- m) Statuer sur la répartition des compétences non-prévues par la présente convention ;
- n) Déterminer la nature ou le caractère exceptionnel de certains travaux selon l'art. 10, al. 2.

²Le comité peut déléguer au Bureau la gestion et les prises de décisions des affaires courantes de moindre importance.

Art. 19 : Le Bureau

¹Le Bureau est composé du président et du vice-président du triage, des gardes-forestiers ainsi que des employés administratifs (secrétaire et comptable).

²Il est chargé de l'organisation des séances du Comité et de l'Assemblée générale, ainsi que de la préparation des objets soumis à leur approbation.

³Le Bureau exécute également les tâches que le Comité lui délègue.

Art. 20 : Organe de révision et vérification des comptes

¹ L'organe de révision est composé de 2 vérificateurs et 1 suppléant ne faisant pas partie de l'Assemblée générale et du Comité ou est une Fiduciaire.

² Il est nommé ou désigné par l'Assemblée générale pour une année.

Art. 21 : Attributions de l'Organe de révision

¹ L'organe de révision a pour tâches de vérifier les comptes du triage et dresser un rapport de vérification à l'intention de l'Assemblée générale. Il peut en outre procéder en tout temps à des vérifications intermédiaires.

² L'information par voies écrites aux partenaires du triage ne devrait être utilisée par l'organe de révision que si l'Assemblée générale s'oppose aux conclusions de l'organe de révision.

Art. 22 : Secrétariat

Le secrétariat de l'Assemblée générale et du Comité peut être assuré par la même personne.

Art. 23 : Caisse

La caisse est tenue par le caissier, selon le cahier des charges établi.

Art. 24 : Cumul des fonctions

La même personne peut cumuler les fonctions de secrétaire et de caissier.

D. Dispositions particulières

Art. 25 : Gardes-forestiers

¹ Les contrats de travail des gardes-forestiers de triage sont établis conformément à l'art. 56, al. 3, LFOR.

² Les attributions des gardes-forestiers sont définies par l'art. 57 LFOR et le règlement de service.

³ Les dédommagements pour les tâches étatiques accomplies par les gardes-forestiers sont régis par les art. 15 DFOR et 48 et suivants OFOR.

Art. 26 : Equipe forestière

¹ L'équipe forestière a pour but d'accomplir des travaux forestiers et autres travaux annexes de manière efficace et rentable et permet également aux partenaires de disposer du personnel et de l'équipement nécessaires.

²L'équipe forestière est composée d'au moins deux personnes qualifiées, au bénéfice d'un CFC de forestier-bûcheron (ou d'un autre titre jugé équivalent). Elle forme en principe au moins un apprenti.

³Les gardes-forestiers organisent et supervisent les activités de l'équipe forestière dans le respect des objectifs formulés par le Comité.

Art. 27 : Conciliation en cas de litiges

¹ Sur requête, l'Office de l'environnement s'efforce de concilier les parties en cas de litige, sauf cas prévu à l'al. 2 ci-dessous.

² Le Comité règle les litiges entre les gardes-forestiers et le personnel du triage.

E. Durée et modification de la convention

Art. 28 : Durée de la convention et résiliation

¹La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

²Un partenaire ne peut se départir de la présente convention que par résiliation écrite adressée au président de l'Assemblée générale. Le délai de résiliation est d'un an pour la fin d'une année civile.

³Un partenaire peut se retirer du triage que s'il n'en compromet pas l'existence. Demeurent réservés l'approbation par le Département de l'environnement (ci-après : le Département) et un éventuel remboursement des aides financières perçues en application de l'art. 50 OFOR.

⁴En cas de retrait, le partenaire sortant peut prétendre :

- a) au remboursement de ses prêts en cours ;
- b) à une part des fonds propres des actifs circulants du triage, après déduction du financement initial, calculée selon la clé arithmétique prévue à l'art. 9, al. 4 et définie en annexe.

Art. 29 : Modification de la convention

¹ La présente convention ne peut être modifiée qu'à la majorité des deux tiers des organes compétents des partenaires (en cas de modifications mineures : conseils communaux ou commissions bourgeoises ; en cas de modifications majeures : assemblées communales et/ou bourgeoises, Conseil général pour Haute-Sorne).

² Les modifications de la présente convention doivent être approuvées par le Département.

F. Dispositions transitoires

Art. 30 : Financement initial

¹Au 1^{er} juillet 2026, les partenaires versent à la caisse du triage la somme nécessaire complétant les actifs circulants jusqu'à un maximum de CHF 300'000.—. Cette mise de fonds est à considérer comme un prêt alloué par les partenaires au triage et qui leur sera progressivement remboursé par la suite.

²Le montant avancé par chaque partenaire est défini selon la clé arithmétique prévue à l’art. 9, al. 4 et définie en annexe.

³Les partenaires peuvent prélever ces montants dans leurs fonds forestiers.

G. Dispositions finales

Art. 31 : Dispositions finales

¹La présente convention annule et remplace la convention entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024 et approuvée par le Département.

²Les partenaires à la présente convention la soumettent au Département pour approbation.

³La présente convention entre en vigueur le 1^{er} juillet 2026.

Etablie en 11 exemplaires à l’intention des parties et du Département.

Adopté par le Conseil général de Haute-Sorne, le :

Maire : Chancelier :

Adopté par l’Assemblée bourgeoise de Boécourt, le :

Président : Chancelière :

Adopté par l’Assemblée bourgeoise de Bourrignon, le :

Président : Secrétaire :

Adopté par l'Assemblée communale de Courtételle, le :
Maire : Secrétaire :

Adopté par l'Assemblée communale de Develier, le :
Maire : Secrétaire :

Adopté par l'Assemblée bourgeoise de Montavon, le :
Président : Secrétaire :

Adopté par l'Assemblée communale de Saulcy, le :
Maire : Secrétaire :

Adopté par l'Assemblée bourgeoise de Sceut, le :
Président : Secrétaire :

Secrétaire :

Le Ministre :